Zeitschrift: Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur
Herausgeber: Gesellschaft Schweizer Monatshefte
Band: 71 (1991)
Heft: 6

Artikel: Une société de schizobiose
Autor: Barilier, Etienne
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-164898

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Der Intellektuelle in der Schweiz

Versuch eines schriftlichen Dialogs

In «Suchbild/Silhouette/Sagome», dem Buch, das die Pro Helvetia 1989 gleichzeitig in Bern und in Lausanne herausgab und das — in den Sprachen des Landes — Strömungen, Gegensätze und Spannungen in der Vielfalt der Meinungen als eine Art Stichprobe des «Kulturbewusstseins in der Schweiz» anbot, findet sich auch der Beitrag von Etienne Barilier: «L'intellectuel en Suisse», den wir mit freundlicher Erlaubnis des Verfassers zum Gegenstand eines schriftlichen Dialogs gemacht und deshalb hier im Original abgedruckt haben. Aus dem Welschland nahm — indirekt in Form eines kleinen Gesprächs — der Schriftsteller und Übersetzer Gilbert Musy dazu Stellung, aus der deutschen Schweiz Elsbeth Pulver, die Herausgeberin von «Suchbild/Silhouette/Sagome», und Herbert Meier, dessen «Mythenspiel» im Juli auf der grossen Freilichtbühne in Schwyz Premiere haben wird. Etienne Barilier luden wir zu einer Replik und zugleich zum Abschluss der Diskussion ein. Seine Diagnose, wonach in der Schweiz eine Gesellschaft der «Schizobiose» bestehe, in der zwischen dem geistigen und dem politischen Leben fast unüberwindliche Schranken die Existenz des Intellektuellen ausschliessen, stösst zwar auf Widerspruch. Aber ist sie auch widerlegt? Und falls nicht, liegen die Gründe für den beschriebenen Zustand ausschliesslich auf seiten der «classe politique» und der grossen Mehrheit der Bürger?

A. K.

Etienne Barilier: Une société de schizobiose

Si les intellectuels, en *France,* n'existaient plus, autant dire que la France elle-même n'aurait plus d'existence: nous assisterions à la disparition d'un emblème national. Mais plus sérieusement, ce serait la fin de la politique, au sens le plus noble et le plus large du terme. Après tout (Sartre *dixit*), les intellectuels du vingtième siècle sont les descendants des «Philosophes» du dix-huitième, ceux-là mêmes qui firent la Révolution. La Révolution de 1789 n'est pas séparable des Idées, elle est une Idée en acte. Et, nul ne l'ignore, les révolutions du XX^{e} siècle furent à leur tour des idées en acte, inconcevables sans le modèle français.

C'est dire que l'intellectuel, si l'on s'en tient à la définition française de ce mot (mais en est-il d'autres?), est l'homme d'une médiation, capitale, entre le monde de la pensée et le monde de l'action.

La naissance des «intellectuels» remonte à l'Affaire Dreyfus, au cours de laquelle des universitaires, des écrivains, des musiciens ont placé ensemble leur signature au bas d'une pétition qui réclamait la révision d'un procès inique: oui, cet assemblage hétéroclite d'artistes et d'hommes de science fut désigné sous un vocable commun. Or une seule chose les rassemblait et les définissait. Une seule chose, à la fois vague et fondamentale: l'idée que l'injustice faite au capitaine Dreyfus les contraignait à réagir; donc l'idée que les affaires de l'Etat étaient aussi leurs affaires, et qu'*il existait (qu'il devait exister) un rapport certain entre la vie de leur esprit et la vie de leur cité.*

Non que ces travailleurs spirituels aient nécessairement prétendu détenir des lumières spéciales sur la technique politique. D'ailleurs on ne s'est pas fait faute de se gausser de leur intervention, et de stigmatiser leur «incompétence» notoire. Mais justement, ils affirmaient leur conviction que dans les affaires publiques, tout n'est pas réglé par les «compétences»; que l'Etat n'est pas une machine administrée par des spécialistes ou des techniciens; que la pensée joue et doit jouer son rôle dans la politique. Ils éprouvaient ou tout au moins espéraient une double fraternité: entre l'exercice de l'intelligence et la préoccupation pour les valeurs; entre l'univers de la pensée et celui de l'existence concrète.

Les «intellectuels» n'étaient donc pas — et ne sont pas — des gens qui réclament plus d'intelligence dans le gouvernement; du moins pas au sens où l'on réclamerait des «compétences» plus aiguisées. Ils demandaient et continuent à demander que la conduite de l'Etat se règle sur des considérations qui dépassent la pure technicité.

On a pu dire de l'intellectuel qu'il n'était pas seulement, du point de vue sociologique, un homme qui pense, mais également un homme qui communique une pensée. Journaliste, enseignant, signataire de pétition. C'est sans doute juste; mais si l'intellectuel est l'homme de la communication, c'est d'abord parce qu'il est l'homme de la *relation.* C'est l'homme qui met en rapport l'esprit et le concret, et, à l'intérieur de l'esprit, l'univers de l'intelligence et celui des valeurs. Et si un artiste et un professeur d'université peuvent mériter l'un et l'autre le même nom d'intellectuel, ce n'est pas parce qu'ils signeraient ensemble la même pétition, c'est parce qu'ils peuvent être animés de cette même volonté de mise en relation. Parce qu'ils peuvent être touts les deux ce qu'on pourrait appeler des consciences. Après tout, la conscience n'est-elle pas ce lieu intérieur où la science (y compris, peut-être, la science politique) devient méditation sur elle-même et sur ses fins; n'est-elle pas le lieu de passage obligé pour une politique désireuse d'être davantage qu'une simple technique?

Si donc il est vrai que l'intellectuel se tient à la charnière du politique et du moral, du pratique et du théorique, et qu'il représente toujours peu ou prou le conseiller du Prince, ou tout au moins le fou du roi, la question

qu'on doit se poser à propos de l'intellectuel *en Suisse* n'est pas, comme on l'a fait naguère en France, celle de ses éventuelles trahisons, ou de son éventuel silence, mais bien plutôt celle de son existence. L'intellectuel, en Suisse, est-il possible, est-il concevable?

L'exemple de la France nous conduit à comprendre, *a contrario,* que l'existence même de l'intellectuel est douteuse, voire exclue dans deux situations extrêmes: dans une société de la symbiose et dans une société de la schizobiose, si j'ose ainsi m'exprimer. Chez les peuples dits primitifs, il y a symbiose totale entre la pensée et l'action; on ne trouve alors place ni pour la politique, ni pour les «valeurs», ni, a fortiori, pour les «intellectuels»: l'action, dans de tels groupes humains, c'est tout bonnement la mise en acte du sacré.

Mais à l'autre extrême, si la vie de la cité et celle de l'esprit sont totalement coupées l'une de l'autre, si l'Etat n'est plus le lieu d'une politique mais le nom d'une pure mécanique administrative; si de son côté la pensée n'espère plus, n'envisage même plus d'être pensée politique, mais s'enferme dans la pure méditation individuelle, nous sommes en régime de schizobiose; et dans ce cas, il n'y aura pas non plus d'intellectuels. Ou du moins, l'intellectuel risquera fort de se trouver sans emploi.

Or il existe dans le monde au moins une société de schizobiose, et c'est la société suisse. C'était du moins l'avis d'un Ramuz, parmi d'autres observateurs éminents... Ramuz — dont on minimise souvent l'importance des réflexions sur son propre pays, sans doute parce que ces réflexions furent trop cruelles — ne se prononce pas sur les «intellectuels» en tant que tels. Mais son jugement sur la vie de l'esprit telle qu'elle existe ou n'existe pas autour de lui, n'en est pas moins clair. «Il a bien fallu voir que ce pays n'avait pas d'histoire. (...) et, quant à une culture, [des] influences contradictoires l'avaient empêchée de se faire jour». Cette situation à l'écart de l'histoire, cette absence d'une culture réellement nôtre nous conduisent inéluctablement, poursuit Ramuz, à faire de notre intelligence et de nos idées, quand nous en avons, un exercice parfaitement abstrait, coupé du réel. «Nous détachons l'idée du fait, moins par goût de l'idée que par horreur du fait (...)». Ramuz n'emploie pas le mot d'intellectuel, mais bien celui d'«intellectualisme» pour désigner notre usage de l'intelligence, un usage détaché, à tous égards, de la réalité. Il nous manque le sens d'un destin et d'un dessein collectif: «Chacun se juge (...) en tant qu'être séparé. Nous sommes retranchées d'une vie collective que nous jugeons d'autant plus redoutable que nous la voyons du dehors. (...) Il n'y a plus de vie commune».

On pourrait difficilement prononcer sur notre pays et notre peuple un jugement plus négatif et plus sombre: pas d'histoire, pas de culture; donc pas de communauté, pas de destin, pas de gouvernement réel. *Par conséquent, pas d'intellectuels:* l'opposition entre ce que Ramuz appelle le «politi-

que» et le «poétique», c'est-à-dire le rapport conflictuel mais fécond entre la vie de la cité et celle de l'esprit fait la grandeur d'un pays ou d'une civilisation. «Alors qu'allons-nous faire, nous autres, qui n'avons ni action ni expression?» Oui, qu'est-ce qu'un pays qui n'a ni politique ni pensée?

Denise de Rougemont, lorsqu'il évoque la place des intellectuels en Suisse, ne se montre guère moins sévère: «Quand on dit de quelqu'un: c'est un intellectuel! cela signifie: c'est un monsieur très compliqué qui ne vaut rien pour conduire la cité, pour gagner de l'argent, pour faire des choses sérieuses». Ou encore: «Nulle part, je crois, les écrivains n'ont moins d'action sur la vie politique».

Pourquoi cela? Ne serait-ce point parce que l'intellectuel actif et reconnu suppose une certaine vie authentiquement politique, et que cette vie, en Suisse, fait défaut? Il n'y a pas de vie *publique* de l'esprit s'il n'y a pas de vie de la cité. Nous sommes donc reconduits au diagnostic de Ramuz sur l'Helvétie. Serait-il malheureusement vrai que la Suisse n'existe pas, qu'elle n'a pas de politique mais seulement une administration? Que la pensée ne la concerne en rien, ne la constitue en rien?

Pour Ramuz, la cause était entendue, et la discussion close. Il ne saurait y avoir d'intellectuel en Suisse puisqu'en effet la Suisse n'existe pas. Aux yeux de beaucoup, cependant, Ramuz exagère: la Suisse existe, s'écrie-t-on de toutes parts; même si, aujourd'hui, elle se trouve à l'écart de l'Histoire, cela ne signifie pas qu'elle ne puisse se reconnaître dans une histoire, et surtout dans un certain nombre de «valeurs» partagées par tous les Confédérés... Soit, mais quelles «valeurs»? Sur les sommets sourcilleux, les croix noires et noueuses dont les branches sifflent sous les saines rafales de la liberté?

Non pas, s'exclame un Denis de Rougemont, dont on vient pourtant de voir à quel point il rejoignait Ramuz dans son diagnostic sur l'intellectuel suisse. Non pas: les vraies valeurs suisses sont bel et bien des valeurs *politiques,* et la Suisse existe *politiquement.* De quelle manière? Eh bien, elle seule, ou presque, dans le monde, a fait de son FÉDÉRALISME une réussite. Le fédéralisme helvétique est une réalité vivante, qui peut représenter et qui représente l'avenir de l'Europe, son seul avenir concevable. Le fédéralisme, ou *l'idée-force* de l'Europe: point seulement une formule abstraite et détachée du réel, mais une vision concrète au point d'avoir été réalisée, donc de pouvoir l'être encore; un idéal, c'est-à-dire une pensée, qu'on peut défendre en tant qu'intellectuel; qu'on doit défendre et proposer au monde *politique.*

Mais alors comment se fait-il que, selon le même Denis de Rougemont, l'intellectuel suisse, le penseur suisse n'existe guère, ou du moins soit calamiteusement inécouté? N'y a-t-il pas contradiction? Plutôt que la Suisse telle qu'elle est, l'auteur de *Penser avec les mains* ne décrit-il pas la Suisse

telle qu'elle devrait être, ou telle qu'elle serait si le fédéralisme helvétique n'était pas seulement un fait, mais la conscience de ce fait?

Toute sa vie, Rougemont aura lutté pour que ce fait devienne conscience dans l'esprit de ses contemporains. Mais s'il a lutté, c'est que la chose n'allait pas de soi. Si le fédéralisme avait été une idée, une pensée, un idéal vécus comme tels, si donc tous les Suisses étaient habités par le sentiment d'un destin commun (destin susceptible, en outre, de devenir le dessein de l'Europe), pourquoi l'intellectuel en Suisse serait-il obstinément considéré par l'homme de la rue aussi bien que par le politicien de profession comme «un monsieur très compliqué qui ne vaut rien pour conduire la cité?» Sa place, au contraire, eût été reconnue comme elle est reconnue en France où les idées de Révolution naguère, de Droits de l'homme aujourd'hui, sont en quelque sorte des idées nationales, dont l'intellectuel est tout naturellement le porteur autorisé.

La regrettable vérité, dans cette affaire, c'est que l'ensemble des Suisses ne reconnaît ni n'éprouve l'Helvétie comme l'incarnation d'une «idée» au sens rougemontien du terme. A la majorité des Suisses, le fédéralisme apparaît comme un fait, comme le résultat contingent et fonctionnel des nécessités historiques, le fruit du compromis. Il n'est pas le lieu vivant et incontesté d'une conscience politique commune. Du moins ne l'est-il pas suffisamment pour que le pouvoir politique s'en *inspire,* au sens le plus fort de ce terme. D'autre part il n'est pas suffisamment ressenti comme une idée créatrice pour que les instances politiques éprouvent la nécessité de dialoguer avec l'homme qui, dans la cité, porte et fait vivre les idées, à savoir l'intellectuel.

Le *fait* du fédéralisme peut fort bien exister sans qu'existe consciemment la *pensée* du fédéralisme. On doit même estimer que, par une étrange perversion, le fédéralisme réel représente le meilleur ennemi du fédéralisme-pensée, du fédéralisme-conscience, du fédéralisme-idéal: il se peut bien que le fédéralisme soit une idée politique appelée au plus grand avenir; mais c'est une idée dont l'accomplissement pratique et quotidien implique précisément qu'on renonce aux idées, pour se contenter de l'empirisme, du pragmatisme, du coup par coup; l'accomplissement de l'idée fédéraliste conduit à monnayer les grands problèmes en petites questions et les grands principes en petites actions. Bref, le fédéralisme est moins ressenti comme une idée forte et qui nécessite, pour s'accomplir aujourd'hui et demain, l'effort constant de la pensée, que comme un fait accompli, et qui se perpétue par une série d'efforts pratiques, consentis de plus ou moins bonne grâce.

Les institutions ou les fondements constitutionnels de la Suisse, fussent-ils des idées en acte, semblent pouvoir se passer des idées pour fonctionner, quand ils ne demandent pas expressément que l'on répudie les idées.

Et ce n'est pas vrai seulement du fédéralisme. Il en va de même de la «neutralité permanente» et de la «démocratie directe» qui, aux yeux de notre actuel Président de la Confédération, définissent, avec le fédéralisme, l'essence même de notre pays, et, accessoirement, les trois obstacles majeurs à son entrée dans la Communauté européenne. Car je forcerais à peine les choses en prétendant que la «neutralité permanente», du point de vue de la psychologie nationale, est une façon de baisser les yeux sur le débat politique en Europe et dans le monde, donc sur le combat de valeurs qui se déroule hors de nos frontières. Nous n'avons pas à prendre parti, donc nous n'avons pas à juger, donc à quoi bon penser? Ramuz, encore lui, était très sensible à ce risque d'apathie intellectuelle et spirituelle, dans les années trente, quand tout autour de la Suisse des régimes extrémistes prétendaient concurremment à la vérité politique. Mais le problème n'en reste pas moins réel aujourd'hui.

Quant à la «démocratie directe», elle peut tout aussi bien conduire à la démobilisation des intelligences. Chaque citoyen, y compris l'intellectuel, a le sentiment diffus, et d'ailleurs partiellement justifié, que le pouvoir politique est entre ses mains: à quoi bon regarder ce pouvoir, le juger, le contredire, le contrecarrer, l'enrichir? Il n'y a qu'à l'exercer, un point c'est tout. Quel besoin de penser, quand on peut voter?

Bref, la position de l'intellectuel en Suisse est bien précaire, ou plus exactement, son existence est bien douteuse. Pourquoi, dans ces conditions peu favorables, cette espèce inadaptée ne veut-elle pas obéir aux lois implacables de Darwin, et refuse-t-elle de disparaître?

C'est qu'en toute modestie, l'«intellectuel» se considère comme un cas particulier mais représentatif de l'«homme». A ses yeux il est bon, pour tout homme et pour tout pays, que la vie de l'esprit et celle de la cité soient fraternelles, ou tout au moins réciproques. A ses yeux, la vie communautaire d'une nation ou d'un peuple ne se résume pas à voter pour se choisir des administrateurs. Il n'est pas bon pour une nation, pour un peuple, de vivre avec des tabous (qui s'appellent neutralité permanente et armée, démocratie directe, refus d'entrer, sinon d'un orteil, dans la Communauté européenne, etc.). Il est toujours bon de voir la réalité en face.

Ramuz et Denis de Rougemont, quelles que soient leurs divergences, furent tous deux, contre vents et marées, des intellectuels suisses: ils ont touts les deux jugé nécessaire, et dans une période de l'histoire où leur interrogation apparaissait infiniment plus dangereuse et subversive qu'elle n'apparaîtrait aujourd'hui, de questionner les fondements même de notre pays; et de discuter tout ce qui, dans les discours politiques et les convictions impensées de tout Helvète, semble aller de soi. Devons-nous rester neutres? demandèrent-ils avec insistance.

Et nous devons poser à notre tour la même question. Tel est le seul rôle concevable de l'intellectuel suisse: poser les questions blasphématoires, celles qui font sursauter la bonne conscience et la conscience de notre pays. Non pas pour le plaisir de constater ce sursaut, mais par nécessité de pensée.

Ces questions extrêmes sont les seules qui contraignent à fonder en pensée une appartenance nationale, une citoyenneté. Pour les pays comme pour les individus, la conscience d'exister commence avec la conscience qu'on peut mourir. Et c'est pourquoi l'intellectuel suisse sera toujours l'adversaire modeste et décidé de tous les politiciens qui fondent leurs discours et leurs raisonnements sur l'a priori d'une Suisse éternelle, et qui mérite de l'être. L'intellectuel suisse, c'est au contraire l'homme qui, au nom même de la conscience, dit et répète une évidence, une banalité dont la profération frappe d'horreur nos hommes politiques: la Suisse est mortelle.

Gilbert Musy: Flüchtiges Gespräch

Lauter und Redlich sitzen nur zufällig am gleichen Tisch. Dass sie die gleiche Zeitschrift lesen, ist aber kein Zufall. Mit einem tiefen Seufzer lässt Lauter das Heft sinken.

Lauter Da hat man es wieder!
Redlich Nicht wahr!
Lauter Keiner schenkt ihnen die gebührende Achtung.
Redlich Ach so! Ja aber sagen Sie mal, wer sind sie denn eigentlich, diese Intellektuellen? Wer verleiht ihnen denn diesen gepriesenen oder geschmähten Titel? Wollen Sie es wissen? Selbsternannt sind sie. Der Titel ist ja gar nicht geschützt. Ungefähr wie Astrologe oder Psychotherapeut.
Lauter Bitteschön, wie können Sie denn Astrologe mit Psychotherapeut vergleichen?
Redlich Hab ich das? Die sind einfach alle selbsternannt.
Lauter Und was macht's?
Redlich Mir nichts, doch soll man es nicht vergessen, wenn irgendwelche unter ihnen wieder mal darüber klagen, es höre keiner zu. *(Er tippt mit vorwurfsvollem Zeigefinger auf Lauters Zeitschrift.)*
Lauter Astrologen aber haben zur Zeit viel Erfolg.
Redlich Sehen Sie!